

Revue de presse

Journal : Le Temps

Date : 26 septembre 2024

A Payerne, armée et communes enterrent la hache de guerre

VAUD Après plusieurs années de négociations tendues, le Département de la défense et les autorités broyardes ont annoncé avoir trouvé un terrain d'entente pour l'engagement du F-35A sur la base aérienne. L'accord implique notamment une réduction du nombre de vols

YAN PAUCHARD

X @yanpauchard

C'est la fin d'un bras de fer de plusieurs années. Après des négociations, qualifiées de «dures», le Département fédéral de la défense (DDPS) et les autorités broyardes ont finalement trouvé un terrain d'entente lié à l'engagement futur des nouveaux avions de combats F-35A sur la base aérienne de Payerne. Finalisé lors d'une rencontre avec la conseillère fédérale Viola Amherd au début du mois de septembre, l'accord comprend deux volets, l'un lié aux nuisances sonores, l'autre aux compensations économiques.

Opposition retirée

«Nous revenons de loin», a reconnu Nicolas Kilchoer, le vice-président de la Communauté régionale de la Broye (Coreb), lors d'une conférence de presse commune avec l'armée organisée mercredi sur la base de Payerne. Le torchon brûlait depuis 2017. La fin de l'exploitation militaire de l'aérodrome de Sion provoquait alors un report de mouvements sur la base aérienne vaudoise, qui s'imposait comme le site numéro un des forces aériennes, loin devant Emmen (LU) et Meiringen (BE). La Broye est alors rapidement montée au créneau, dénonçant un déséquilibre. Celle-ci estimait devoir supporter toujours plus de désagréments, sans compensation, la maintenance lourde des avions étant par exemple essentiellement demeurée à Emmen.

L'inquiétude n'a cessé d'augmenter avec l'annonce de l'achat des F-35A, appareils plus bruyants que les actuels F/A-18. Les



«L'accord nous permet d'être reconnus comme des partenaires loyaux et fiables»

OLIVIER PICCARD, PRÉSIDENT DE LA COREB

cantons de Vaud et Fribourg ont multiplié les manœuvres; le 4 mars dernier encore, c'est le PLR Pascal Broulis qui montait à la tribune du Conseil des Etats à Berne pour mettre la pression sur le DDPS. La tension sur le dossier était forte, au point que, s'estimant être «à chaque fois placée devant le fait accompli», la Coreb a fini par déposer en 2023 une opposition préventive bloquant la construction des bâtiments nécessaires à l'accueil des F-35A. Une opposition aujourd'hui retirée.

Au terme de ce long processus, la «confiance mutuelle a été rétablie», selon la formule d'Olivier Piccard, le président de la Coreb, qui est aussi l'exploitant civil de l'aérodrome. «L'accord nous permet d'être reconnus comme des partenaires loyaux et fiables», souligne-t-il. Le volet sur les nuisances a finalement été le plus simple à boucler. Les forces aériennes se sont engagées à réduire le nombre de mouvements de 8300 actuellement à 4200. De plus, aucun vol d'en-

traînement n'aura lieu le lundi matin et le vendredi après-midi. C'est tout sauf un détail aux yeux d'Eric Chassot, le syndic d'Estavayer: «Les nuisances se concentreront sur quatre jours sur sept, c'est une vraie amélioration pour la population.»

L'armée consciente des nuisances

«L'arrivée des F-35A va permettre de développer la base de Payerne, la renforçant dans son statut de plus important site pour l'engagement des jets de combat de Suisse», relève de son côté Bruno Locher, chef Territoire et Environnement au DDPS, précisant que les mouvements à Meiringen et à Emmen se monteront respectivement à 2500 et 1250. Mais le haut fonctionnaire assure que l'armée a «toujours eu conscience du problème de nuisances pour les habitants de la Broye et qu'elle a cherché une cohabitation».

Quant au volet des compensations économiques, il demeure le plus épineux. Les forces aériennes planifient à Payerne le futur centre d'entraînement F-35A, comprenant un simulateur, ce qui créera une quarantaine de postes supplémentaires sur la base. Le département mettra également en place deux groupes de travail dans lesquels sera intégré Armauisse, l'un en vue de créer un centre de formation aux métiers de l'aéronautique et l'autre pour identifier les possibilités de développement de places de travail dans la région.

Sur ce plan, les annonces demeurent loin du rééquilibrage nuisances/emplois espéré par les autorités valdo-fribourgeoises. «C'est un début permettant de se positionner, le premier présent dans la corbeille de la mariée, analyse Nicolas Kilchoer. Le deuxième groupe de travail est plus prospectif, mais les enjeux sont plus importants.» Les communes riveraines espèrent ainsi qu'une partie de la hausse du budget de 4 milliards, accordée à l'armée lors de cette session parlementaire, ruissellera jusque dans La Broye. ■